



**Ebisu**  
Études japonaises

**60 | 2023**  
**La judiciarisation des enjeux sociaux et  
environnementaux au Japon : continuités,  
transformations, évolutions**

---

DREYFUS Magali & SUWA Aki (dir.), *Local Energy  
Governance: Opportunities and Challenges for Renewable  
and Decentralised Energy in France and Japan*

Londres, Routledge, 2022, 274 p.

Brieuc Monfort

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/ebisu/8912>

DOI : 10.4000/ebisu.8912

ISSN : 2189-1893

**Éditeur**

Institut français de recherche sur le Japon à la Maison franco-japonaise (UMIFRE 19 MEAE-CNRS)

**Édition imprimée**

Date de publication : 31 décembre 2023

Pagination : 327-330

ISSN : 1340-3656

**Référence électronique**

Brieuc Monfort, « DREYFUS Magali & SUWA Aki (dir.), *Local Energy Governance: Opportunities and Challenges for Renewable and Decentralised Energy in France and Japan* », *Ebisu* [En ligne], 60 | 2023, mis en ligne le 20 février 2024, consulté le 29 février 2024. URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/8912> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ebisu.8912>

---



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

---



---

© DREYFUS Magali & SUWA Aki  
(dir.), *Local Energy Governance:  
Opportunities and Challenges for  
Renewable and Decentralised  
Energy in France and Japan*,  
Londres, Routledge, 2022, 274 p.

La France et le Japon partagent des objectifs ambitieux en matière de développement des énergies renouvelables d'ici 2030. Pour la France, l'objectif est d'atteindre 33 % dans la consommation finale brute d'énergie. Pour le Japon, il est de 36 à 38 % pour la production d'électricité. Ces indicateurs sont aujourd'hui chacun autour de 20 %. Pour les deux pays, le développement des énergies renouvelables est un levier essentiel pour remplir les objectifs de lutte contre le changement climatique dans le cadre de l'Accord de Paris de 2015. Il contribue aussi à leur engagement de zéro émission nette de gaz à effets de serre d'ici 2050, annoncé par la France et par le Japon respectivement en 2019 et 2020.

Comment atteindre ces objectifs ? Une hypothèse de travail de l'ouvrage dirigé par Magali Dreyfus et Aki Suwa est que la transition énergétique nécessite un changement institutionnel profond qui passe par la décentralisation des décisions en matière de

politiques énergétiques. La comparaison des deux pays permet d'identifier les contraintes institutionnelles spécifiques à chacun et de mettre en parallèle les réformes en cours. Elle permet aussi de discuter des expériences locales de transition énergétique. Les contributions rassemblées démontrent la nécessité d'aborder la question de la transition énergétique sous un angle pluridisciplinaire : juridique pour les relations entre les collectivités locales et l'État central ; politique pour la dynamique des acteurs locaux et de la société civile ; économique pour la viabilité financière des projets ; ou encore technologique pour l'intégration au réseau électrique des producteurs d'énergies renouvelables. Cet ouvrage intéressera donc des lectorats variés.

Deux éléments rendent la comparaison entre la France et le Japon fructueuse. D'une part, les deux pays avaient depuis l'après-guerre un modèle de production et de distribution électrique similaire, avec un monopole national en France et des monopoles régionaux au Japon. Cette structure a créé des acteurs industriels puissants, propriétaires de grandes unités de production électrique. Selon les statistiques de l'Agence internationale de l'énergie<sup>1</sup>, la production électrique vient principalement aujourd'hui des énergies thermiques classiques (charbon, pétrole et gaz) pour 10 %

en France et pour 75 % au Japon, et de l'énergie nucléaire pour 65 % en France et pour 5 % au Japon ; l'énergie renouvelable traditionnelle issue de barrages hydroélectriques représente autour de 10 % dans les deux pays. D'autre part, les deux pays sont aussi aujourd'hui confrontés à une opportunité pour modifier leur mix énergétique. En France, le vieillissement du parc nucléaire pose la question de son renouvellement, et explique aussi le déclin relatif de sa part dans la production électrique, proche de 80 % il y a vingt ans. Au Japon, depuis l'accident de Fukushima en 2011, l'opinion publique souhaite très majoritairement la sortie du nucléaire ou une réduction de son rôle. Ce vœu contraste avec les ambitions des gouvernements successifs depuis le retour au pouvoir du Parti libéral-démocrate (PLD) sous le gouvernement d'Abe Shinzō (2012-2020) de ramener son poids à 20 % de la production électrique d'ici 2030, un niveau à peine inférieur à celui de 2010 qui était de 25 %.

Les nouvelles énergies renouvelables reposent sur un modèle différent centré sur de petites unités et sur des acteurs locaux. Le livre permet d'explorer leur diversité : une municipalité qui loue les toits de locaux associatifs pour l'installation de panneaux solaires ou qui gère de petites unités hydroélectriques ; un partenariat entre une communauté et une entreprise

pour une usine géothermique ; des coopératives rurales impliquées dans le développement d'éoliennes ; des usines de traitement des déchets pour produire de l'énergie à partir de la biomasse... (voir notamment les chapitres 7 à 10) Les motivations pour s'engager dans des projets d'énergies renouvelables sont aussi variées : autonomie énergétique, soutien à l'emploi local ou engagement écologique. La fragmentation des acteurs est potentiellement déroutante mais elle n'est ni utopique ni sans précédent, la production électrique s'étant développée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle grâce à une multiplicité d'acteurs locaux – ce dont atteste encore aujourd'hui la séparation du Japon en deux réseaux électriques, est et ouest, avec des fréquences différentes, fruit d'un accident historique<sup>2</sup>.

Le modèle centralisé de production d'électricité a déjà connu plusieurs transformations. En France, les règlements européens ont conduit à la libéralisation des marchés de l'énergie depuis 1990 et à plusieurs initiatives pour la promotion des énergies renouvelables depuis les années 2000. Au Japon, la législation semble montrer une évolution parallèle, avec une libéralisation du marché de l'électricité dès les années 1980 ou la promotion des énergies renouvelables au milieu des années 2000, mais ces réformes sont jugées symboliques et le changement

principal est l'introduction d'un prix de rachat (*feed-in tariff*) des énergies renouvelables en 2012, soit un an après l'accident nucléaire de Fukushima. Pour autant, dans les deux pays, les auteurs considèrent que la transformation du modèle énergétique est inachevée pour des raisons parfois moins juridiques que pratiques, posant ainsi la question de savoir si le poids des anciens monopoles permet véritablement l'émergence d'acteurs nouveaux. Au-delà des considérations politiques, deux contraintes – financière et technologique – semblent également importantes. On peut ainsi voir dans le livre une tension latente entre par exemple l'engagement citoyen pour le « 100 % renouvelable » discuté dans plusieurs chapitres (chapitres 2 ou 8 à 10) et la grande variabilité de la rentabilité des unités de production dans un village 100 % renouvelable. Le chapitre sur l'ouest du Japon (chapitre 12) montre aussi la difficulté d'atteindre à l'horizon 2030 un objectif de 40 % d'énergies renouvelables en raison de l'intégration d'énergies intermittentes dans le réseau électrique, une difficulté liée aux déséquilibres en cours de journée entre l'offre et la demande d'électricité (*baseload*). Dans tous les cas, la présentation détaillée d'expérimentations – avec leurs succès ou leurs difficultés – contribue à une

meilleure compréhension des acteurs en train d'émerger dans un nouvel environnement institutionnel.

Les auteurs font le choix de mettre l'accent sur les transformations du cadre réglementaire et du contexte institutionnel, parfois politiquement difficiles, mais moins sur les mécanismes de marché, ce que l'on peut regretter. Une illustration du risque de volontarisme politique est fournie au Japon par la modification du prix de rachat des énergies renouvelables entre 2011 et 2017, qui a conduit à une « bulle de l'énergie solaire » puis son éclatement<sup>3</sup>. Certains économistes sont sceptiques sur les subventions en faveur des énergies vertes (et sur leurs motivations) et préfèrent des mécanismes de marché comme des droits à polluer ou des taxes sur les émissions qui permettent d'internaliser le prix de la pollution<sup>4</sup>. La bonne nouvelle ici est que le vieux débat sur les énergies renouvelables, « écologiques mais coûteuses », devient de moins en moins pertinent car elles sont de plus en plus compétitives. Un graphique éloquent dans le chapitre 4 montre la baisse régulière du coût actualisé de l'énergie solaire photovoltaïque pour le Japon. Dans le même temps, le coût des sources traditionnelles d'électricité (thermique classique ou nucléaire) augmente, de par l'incertitude sur le développement de lourdes infrastructures ou en

raison du prix du carbone. Le choix des énergies renouvelables n'est donc pas uniquement écologiquement responsable mais aussi de plus en plus économiquement rentable.

Les auteurs concluent sur deux pistes de recherche complémentaires pour étendre la portée du livre : la transformation digitale d'une part et les comparaisons d'expériences internationales d'autre part. Le premier sujet est abordé dans les chapitres 11 et 13 sur des « réseaux électriques intelligents » et peut contribuer à réduire les contraintes financières ou technologiques mentionnées plus haut. Pour le second, on peut s'interroger sur la transférabilité des leçons du livre pour les autres pays. Certes, trois chapitres discutent d'expériences en Corée, au Mexique ainsi qu'en Allemagne et en Autriche, deux États fédéraux donc moins centralisés<sup>5</sup>. Qu'est-ce qui fait cependant la spécificité de la France et du Japon au centre de l'étude ? La France semble un cas particulier avec une part aussi importante du nucléaire sans comparaison au niveau mondial. De son côté, la géographie du Japon, pays montagneux et densément peuplé, rend potentiellement difficile le développement des énergies renouvelables : la rareté des plaines limite le développement des parcs solaires ou éoliens terrestres et la profondeur des mers celui des parcs éoliens en mer. Pour des raisons politiques ou

géographiques, le développement des énergies renouvelables n'est-il donc pas particulièrement difficile dans ces deux pays ? Cela rend les leçons du livre d'autant plus intéressantes.

Brieuc MONFORT,  
professeur associé  
à l'université Sophia

- 
1. Agence internationale de l'énergie, chiffres arrondis pour 2020, production d'énergie électrique, <https://www.iea.org/countries> (dernière consultation le 29 septembre 2022).
  2. Dans les années 1890, l'est du Japon a acheté des générateurs électriques allemands avec une fréquence de 50 Hz et l'ouest des générateurs américains de 60 Hz.
  3. Inceri Trevor & Lipsy Phillip Y., « The Politics of Energy and Climate Change in Japan under the Abe Government », in Hoshi Takeo & Lipsy Phillip Y. (dir.), *The Political Economy of the Abe Government and Abenomics Reforms*, Cambridge, Cambridge University Press, 2021 : 445-475.
  4. Par exemple, Borenstein Severin, « The Private and Public Economics of Renewable Electricity Generation », Pittsburgh, *Journal of Economic Perspectives*, vol. 26 (1), 2012 : 67-92.
  5. Sur la base des chiffres de l'IEA mentionnés précédemment, la part des énergies renouvelables (hydroélectrique et énergies nouvelles) dans ces quatre pays en 2020 était de respectivement 5%, 19%, 36% et 75%. La part de ces mêmes énergies en France et au Japon est autour de 20%, précisément 17% au Japon et 23% en France.